

GIPEAM
Commande publique

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

Marché de fournitures de mobilier de bureau pour le GIPEAM

Cahier des Clauses Particulières

Consultation n°

25GIPEAM17

CONTACT










1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt

SOMMAIRE

Eléments clés du contrat	
Introduction	
Définitions	
PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	
1. Objet	
2. Structure et forme	
3. Durée	
4. Modalités d'exécution.....	
5. Prix et conditions de paiement.....	
6. Conditions de réalisation des prestations.....	
7. Obligations du titulaire.....	
8. Litige et sanctions.....	
9. Fin du marché	
PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	
1. Fourniture des produits	
2. Livraison des produits	

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Fourniture et livraison de mobilier de bureau pour le GIPEAM
	Acheteur	GIPEAM
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande ; sans minimum et avec maximum ; mono-attributaire
	Lieu d'exécution	Mayotte
	Durée	12 Mois ; reconductible 3 fois 12 mois
	Développement durable	Produit éco-responsable
	Pénalités de retard	10 euros HT/produit / jour de retard
	Variation des prix	Révisables
	Nature des prix	Unitaire

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt

INTRODUCTION






Dans le cadre du bon fonctionnement de ses services et de l'amélioration des conditions de travail de ses agents, le GIPEAM souhaite mettre en place un marché relatif à la fourniture et à la livraison de mobilier de bureau.

Ce marché a pour objectif de répondre aux besoins d'aménagement et de renouvellement du mobilier des bureaux du GIPEAM, afin de garantir un environnement de travail fonctionnel, confortable et adapté aux exigences professionnelles.

Le titulaire du marché devra assurer une fourniture de mobilier de qualité, ergonomique et conforme aux normes en vigueur. Il devra également proposer une gamme variée de produits (bureaux, armoires, chaises, fauteuils, tables de réunion, etc.), disponibles en quantité suffisante et livrés dans des délais raisonnables.

Dans une logique d'amélioration continue et de responsabilité environnementale, une attention particulière sera portée aux propositions éco-responsables (mobilier issu de matériaux recyclés, certifié, durable...), contribuant à l'engagement du GIPEAM en faveur du développement durable.

DEFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en marché à procédure adaptée (Article R2123-1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <u>CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</u> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	Le GIPEAM agit en tant que pouvoir adjudicateur lors de la passation du marché.
 Bénéficiaire	Le GIPEAM est le bénéficiaire des prestations.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par le GIPEAM. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. OBJET

Le marché a pour objet la fourniture de mobilier de bureau pour le GIPEAM.

La prestation inclut :

- La fourniture de mobilier de bureau : éléments nécessaires à l'aménagement et au fonctionnement des espaces de travail du GIPEAM, tels que bureaux, chaises, armoires, caissons de rangement, tables de réunion, etc.
- La possibilité de proposer des alternatives éco-responsables : mobilier fabriqué à partir de matériaux recyclés, recyclables ou issus de filières durables, dans une démarche de réduction de l'impact environnemental, dans la mesure du possible et en cohérence avec les besoins du GIPEAM.
- L'emballage, la livraison et, le cas échéant, le montage du mobilier : conditionnement adapté pour garantir l'intégrité des produits, livraison au siège du GIPEAM (1, rue du receveur Madi Combo – Lotissement Mlézi – 97680 TSINGONI), dans les délais convenus, avec déballage et installation sur site lorsque cela est requis.

2. STRUCTURE ET FORME

■ 2.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande selon les articles L.2125-1 et R. 2162-1 à R.2162-14 du Code de la Commande publique.

■ 2.2. Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

■ 2.3. Allotissement :

L'accord-cadre est attribué à un opérateur économique.

Il y aura au maximum un (1) attributaire titulaire par lot, suivi d'un suppléant en cas d'absence ou d'incapacité du titulaire.



L'accord-cadre est alloti de la façon suivante :

Lot	Intitulé	Code CPV	Estimation
1	ARMOIRES	39121200-8	8928 euros
2	FAUTEUILS ET CHAISES DE BUREAU	39113110-1	25000 euros
3	BUREAUX & CAISSONS	39121300-9	21 000 euros
4	ERGONOMIE	39100000-3	3000 euros
5	TABLE DE REUNION	39121000-1	1500 euros
6	BANC D'ACCUEIL	39113000-2	500 euros

3. DURÉE

■ 3.1 Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la date indiquée dans le courrier de notification.

■ 3.2. Reconduction du contrat :

Le contrat est reconductible **3 fois** de manière tacite pour les mêmes montants et d'une durée de **12 mois**. L'acheteur prend la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Seule le GIPEAM pourra prendre une décision de non-reconduction.

■ 3.3. Pièces contractuelles du marché :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives du GIPEAM fait seul foi,
- le bordereaux de prix unitaire
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;

Pièces générales :

Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (« CCAG FCS » - arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, NOR : ECOM2106868A) dans sa version applicable à la date de lancement du marché.

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt



4. MODALITES D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

■ 4.1. Modalités d'exécution et d'attribution des bons de commandes

À la notification du marché, les bons de commande seront transmis au titulaire à la survenance des besoins du GIPEAM.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 Prix du contrat :

5.1.1 Établissement des prix :

Le titulaire est rémunéré par le GIPEAM sur la base des prix unitaires indiqués dans le document bordereau de prix unitaire (BPU).

Les prix sont établis hors taxe et en euros.

En complément des articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG FCS, les prix sont réputés inclure :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation.
- La livraison à Mayotte des marchandises franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison
- L'installation et la mise en service
- la fourniture de la documentation en langue française, les notices d'utilisation ainsi que les procédures courantes d'utilisation et d'entretien ;
- Toute autre fourniture ou prestation prévue par le présent CCP

5.1.2. Variation des prix :

Par dérogation à l'article 10 du CCAG FCS, les prix sont révisibles **selon une périodicité semestrielle** à compter de la date de notification du marché.

Le titulaire transmet au GIPEAM sa proposition de « révision des prix », via le BPU du lot, assortie des documents justificatifs de la variation des prix (toutes les données permettant de définir sans ambiguïté les prix) dans un délai minimum de **deux (2) mois avant la date de révision** pour permettre l'analyse.

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

L'ajustement sera possible à la hausse comme à la baisse. Il n'affectera pas les paiements qui, en application de l'accord cadre, seraient exigibles avant la date d'application indiquée par le titulaire.

En cas de non-respect du délai indiqué ci-dessus, le titulaire a l'obligation de maintenir ses prix pour une nouvelle durée d'exécution de six mois.

La prise en compte de ces nouveaux prix révisés est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine d'application.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes notifiées par le GIPEAM à compter de cette date d'application.

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt

5.1.3. TVA :

Conformément à l'article 294 du Code général des impôts, la TVA ne s'applique pas aux prestations réalisées à Mayotte, ni à l'importation de biens. Par conséquent, les prix indiqués dans le cadre du présent marché sont exprimés hors TVA.

Le titulaire s'engage à respecter cette spécificité fiscale applicable à Mayotte et à ne pas inclure de TVA dans ses factures.

■ **5.2 Condition de paiement :**

5.2.1. Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

5.2.2. Présentation des demandes de paiement :

Le titulaire facture le GIPEAM sur la base du bon de commande émis.

La facture comporte le détail des prestations, l'émetteur, le destinataire, les mentions spécifiques ainsi que le montant des règlements à effectuer.

La facture est transmise au GIPEAM de la manière suivante :

Elle est transmise de manière électronique aux adresses e-mail communiquées.

Elle est transmise de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192 -1 et suivants du Code de la commande publique à l'adresse email suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

A titre informatif, le titulaire est également invité à envoyer une copie électronique de la facture par e-mail à l'adresse suivante : brigitte.gerifalco-neis@europe-a-mayotte.yt

Il est précisé que la transmission par e-mail ne remplace en aucun cas l'obligation de transmission par Chorus Pro, et seule cette dernière transmission sera retenue pour le traitement des factures.

Elle indique le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 30.3 du CCAG FCS.

Le cas échéant, elle indique également :

- le détail des calculs avec justification à l'appui ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours maximum. Le décompte de ce délai global de paiement ne part qu'à partir de la réception des factures et des pièces justificatives (bon de commandes) correspondantes.

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi

5.2.3. Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

■ **6.1 Conditions de réalisation des prestations :**

6.1.1. Modalités et délai de livraison :

Les livraisons sont effectuées sur le site du GIPEAM en présence d'un représentant à la date et aux heures prévues et annoncées en amont.

Les livraisons sont effectuées aux frais et risques du titulaire.

Un document de type « bon de livraison » doit être signé, daté et tamponné par le représentant du GIPEAM en charge de la réception des commandes.

■ **6.2 Vérification des prestations :**

6.2.1. Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

6.2.2. Opérations de vérification des fournitures :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

Lotissement Mlézi



demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ 6.3 Clause de réexamen et modifications du contrat

6.3.1. Clause de réexamen et modifications du contrat :

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent contrat peut être modifié dans les conditions ci-dessous sans que ces modifications ne viennent changer l'objet ou la nature globale du marché.

La clause de réexamen pourra être utilisée en cas de :

- modification des clauses contractuelles dès lors qu'elles ne sont pas substantielles
- Modifications des clauses de variation du prix,
- autres ajouts et modifications tels que précisé ci-après.

6.3.1.1. Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire ou normative

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des matériels ou des prestations figurant au BPU, et/ou en l'ajout d'un ou plusieurs produits, accessoires, options ou prestations non prévus au BPU.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des matériels ou prestations.

6.3.1.2. Autres cas d'ajouts rendus nécessaires pour la bonne exécution du contrat

Pour les cas autres, lorsqu'un ajout de prestation, non prévu au marché, est rendu nécessaire pour sa bonne exécution, le GIPEAM peut procéder à son intégration, avec le consentement du titulaire, dans les conditions décrites ci-dessous.

A la demande du GIPEAM, le titulaire lui fait parvenir les documents et justificatifs concernés tels que mentionnés à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous. En cas de validation expresse par le GIPEAM, les nouveaux matériels ou prestations sont intégrés au marché, dans les conditions définies à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous.

En tout état de cause la prestation ajoutée :

- doit être conforme à l'objet du marché,
- ne doit pas remettre en cause la nature globale du marché,
- doit être analogue à un matériel ou une prestation (ou à une catégorie de matériel ou de prestation) figurant au marché, ou à défaut d'analogie, avoir un code CPV (niveau division ou groupe) identique à celui indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence du marché,
- doit être nécessaire à sa bonne exécution.

Le matériel ou la prestation est nécessaire à la bonne exécution du marché lorsqu'il permet de répondre à un besoin identifié par le GIPEAM ou résultant de la demande d'un bénéficiaire. Le produit ou la prestation concerné n'était pas commercialisé au moment de la date limite de dépôt des offres du présent marché ou pas mentionné dans l'annexe prix à l'acte d'engagement du marché.

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi





L'analogie du matériel ou de la prestation s'apprécie au regard des caractéristiques techniques et des besoins auxquels répondent le matériel ou la prestation à intégrer, d'une part, et le matériel ou la prestation figurant au marché et considéré comme analogue, d'autre part.

En cas d'ajout de matériel ou de prestation analogue, le prix net du nouveau matériel ou prestation est déterminé de la manière suivante :

- Par application, au prix public ou au prix conseillé par le fabricant du matériel ou de la prestation ajoutée, du taux de remise contractuelle applicable au matériel ou à la prestation analogue figurant en annexe à l'acte d'engagement.

- En l'absence de tarif conseillé par le fabricant, le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre le matériel ou la prestation ajoutée et le matériel ou la prestation analogue existant au marché, notamment par la communication de son taux de marge.

En tout état de cause, le prix de la prestation ou du matériel ajouté ne saurait excéder de 25% le prix du matériel ou de la prestation analogue existant au marché.

En cas d'ajout de matériel ou de prestation fondé sur un code CPV (niveau division ou groupe) identique à celui indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence du marché (en cas d'absence de matériel ou prestation analogue existant au marché), le prix net du matériel ou de la prestation ajoutée au marché est déterminé de la manière suivante :

- En présence d'un prix public ou d'un prix conseillé par le fabricant :

- Le titulaire propose au GIPEAM, dans le dossier préalable prévu à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous, un taux de remise contractuel.

- Le prix net du matériel ou de la prestation ajoutée est déterminé par application du taux de remise contractuel ainsi déterminé au prix public ou au prix conseillé par le fabricant du matériel ou de la prestation ajouté.

- En l'absence de prix public ou de prix conseillé par le fabricant :

- Le titulaire propose au GIPEAM, dans le dossier préalable prévu à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous, le prix net du matériel ou prestation ajouté.

Le titulaire justifie par tout moyen les modalités de détermination de ce prix, notamment par la communication de son taux de marge.

6.3.1.3. Modifications en cas de circonstances imprévisibles

L'article R.2194-5 dispose que « le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ».

Dans ce cas, les dispositions des articles R.2194-3 et R.2194-4 sont applicables ainsi que l'article 25 du CCAG Plus particulièrement, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion du contrat, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché (par exemples : difficultés d'approvisionnement en matières premières ou de production, édicton par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance) le titulaire peut proposer au GIPEAM :

- Une prestation de substitution permettant d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût pour le bénéficiaire final ;

- Une modification des délais contractuels ;

- Une modification des prix initiaux ou résultant de l'application des clauses de révision prévues au marché, sous réserve que cela ne constitue pas une modification de l'équilibre financier du présent marché au profit du titulaire ;

Cette demande est accompagnée de justificatifs permettant d'apprécier le bien-fondé de la demande.

Après validation écrite par le GIPEAM, la prise en compte de ces modifications est notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine. A défaut de réponse par le GIPEAM dans un délai de 15 jours ouvrés, la demande est réputée rejetée.



6.3.1.4. Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen

Les évolutions peuvent avoir des conséquences sur :

- les prix des prestations indiqués dans le BPU ;
 - la composition des prestations (modifications, ajouts) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.
- Le titulaire est tenu de soumettre au GIPEAM un dossier motivé au plus tard 1 mois avant la date souhaitée d'ajout ou de modification.

Le dossier contient notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et fonctionnels des liens directs (déclinaison, accessoire, option) entre le matériel ou la prestation modifié ou ajouté et le matériel ou la prestation présent au marché,
- Les caractéristiques techniques du matériel ou de la prestation ajouté ou modifié,
- La documentation technique du matériel ou de la prestation ajouté ou modifié,
- Les justificatifs tarifaires conformément aux dispositions ci-avant,
- L'annexe « Valeur technique » mise à jour, le cas échéant,
- L'annexe « Prix » mise à jour, le cas échéant.

A compter de la réception du dossier complet susvisé, le GIPEAM dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour valider la modification ou l'ajout. L'absence de réponse dans le délai indiqué vaut rejet de la modification ou ajout concerné. Le Titulaire, lorsqu'il est à l'origine de la demande, ne peut prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement, à quelque titre que ce soit, en cas de rejet par le GIPEAM de la demande de modification ou d'ajout.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par le GIPEAM, les nouveaux prix sont intégrés dans l'annexe « Prix » à l'acte d'engagement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Ces nouveaux prix sont révisés dans les conditions prévues à l'article « Révision de Prix » du CCP.

Les nouveaux prix entrent en vigueur à la date fixée par le GIPEAM dans le courrier adressé au titulaire par tout moyen ou, à défaut, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la validation expresse du GIPEAM.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date.

6.3.1.5. Adjonction de prestations

Il est fait usage de la présente clause pour les ajouts de prestations qui ne sont pas une déclinaison des prestations du marché dont l'augmentation du prix excède de plus de 25% le prix des prestations analogue au marché.

Il peut être procédé à la demande du GIPEAM, à l'adjonction au présent marché de nouvelles prestations dès lors que :

- la prestation est conforme à l'objet du marché ;
- la prestation n'était pas commercialisée au moment de la date limite de dépôt des offres ayant donné lieu à la conclusion du présent marché.

6.3.2. Dérogation au principe d'exclusivité

Si la conclusion du présent marché a vocation à conférer au titulaire l'exclusivité pour la réalisation de prestations objet du présent marché, le GIPEAM souhaite, afin de s'assurer qu'elle sera en mesure de répondre à ses besoins, pouvoir déroger à cette exclusivité, dans certaines hypothèses et sous certaines conditions.

Ainsi, d'une part, pour des besoins occasionnels de faible montant, le GIPEAM pourra s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché, pour autant que le montant de tels prestations ne dépasse pas 10 % du montant estimé.

Aussi, d'autre part et compte tenu de la situation insulaire du lieu d'exécution du présent marché, en cas de

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi



difficultés majeures du titulaire résultant de circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, le GIPEAM pourra déroger au principe d'exclusivité rappelé supra et faire appel à des opérateurs tiers susceptibles de répondre à ses besoins.

Un tel recours à ces tiers – dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence – sera possible en cas d'absence de réponse du titulaire ou d'impossibilité à répondre au besoin du GIPEAM.

6.3.3. Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 48h à compter de son envoi, ou à défaut, 48h après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ 7.1 Obligations courantes du titulaire

7.1.1. Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

7.1.2. Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

7.1.3. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs



économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

7.1.5. Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

L'article 8 du CCAG est applicable

7.1.6. Sous-traitance :

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

■ **7.2 Obligations liées à la sécurité**

7.2.1. Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

L'article 5 du CCAG est applicable.



8. LITIGE ET SANCTIONS

■ 8.1 Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

■ 8.2 Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard de 10 euros HT par jour de retard et par produit.

8.2.1. Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Le titulaire s'engage à respecter un délai raisonnable pour la livraison des fournitures de bureau. En cas de non-respect de ce délai raisonnable, le GIPEAM aura la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard d'un montant de 10 euros HT par jour de retard et par produit.

8.2.2. Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.



■ 8.3 Résiliation et autres stipulations

8.3.1 Résiliation du marché :

Les cas de résiliation sont régis par le CCAG-FCS applicable.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié pour faute et sans mise en demeure préalable en cas de condamnation du titulaire en sa qualité de personne morale ou de personne physique au titre de l'irrespect des dispositions de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.

La résiliation du présent marché pourra être prononcée aux frais et risques du titulaire après une mise en demeure restée sans effet, en application et dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS

8.3.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

8.3.3 Résiliation partielle

Une résiliation partielle pourra être effectuée :

- soit d'un commun accord
- soit lorsque le titulaire n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles

La résiliation concernera un produit ou un ensemble de produits.

8.3.4. Résiliation à l'égard d'un titulaire

Le GIPEAM peut faire procéder par un tiers, l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire dans les hypothèses ci-après précisées :

- Si le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché et notamment s'il ne répond pas ou n'exécute pas les prestations prévues au marché
- Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure ou même sans mise en demeure en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, il est fait appel à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le GIPEAM.

Dans cette hypothèse, et sous réserves qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire.

- En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, si la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible au GIPEAM de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le présent marché ou le bon de commande, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

8.3.5. Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

8.3.6. Résiliation pour motif d'intérêt général

L'acheteur public se réserve le droit de résilier le marché à tout moment pour un motif d'intérêt général, sans qu'il soit nécessaire de démontrer une faute ou un manquement de la part du titulaire.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire sera indemnisé uniquement pour les prestations effectivement réalisées à la date de notification de la résiliation et pour les dépenses dûment justifiées engagées pour l'exécution des prestations réalisées. Aucun autre dédommagement, notamment pour le manque à gagner ou les frais non engagés, ne pourra être réclamé par le titulaire.

La résiliation prendra effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire par l'acheteur.

8.3.6. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Mamoudzou
731 boulevard Younoussa Bamana
97600 MAMOUDZOU
Téléphone : 02 69 61 18 56
Télécopie : 02 69 61 18 62
Courriel : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU MARCHÉ

■ 9.1. Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ 9.2. Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.



PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

2.1 Organisation des commandes

A la notification du marché, les bons de commandes seront transmis au titulaire à la survenance des besoins du GIPEAM.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

2. LIVRAISON DES PRODUITS

Les sites de livraison du GIPEAM sont les suivants :

- Adresse : 1, rue du receveur Madi Lotissement Mlézi Combo 97680 TSINGONI
- Exception : l'adresse qui sera communiquée par le GIPEAM en cas de changement d'adresse.

Les horaires de livraison : du lundi au jeudi sauf jours fériés de 9h00 à 16h00.

Aucun aménagement d'horaire ne pourra être consenti sans l'accord du GIPEAM.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

Code de la commande publique et ses annexes (Legifrance)
CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 dans sa rédaction en vigueur au moment de la remise de l'offre.

